



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

21/05/2026

Occulter la Naqbah et réprimer les voix de la Palestine libre: le credo de l'impérialisme français

La Naqbah de 1948

La semaine dernière, dans de nombreux endroits de la planète, des militants de la solidarité avec la Palestine libre ont commémoré le 78^{ème} anniversaire de la Naqbah. Cette « catastrophe », c'est la déportation de près de 800 000 Palestiniens et l'assassinat de milliers d'entre eux. Point de départ des réfugiés et les massacres perpétrés par les sionistes, comme celui de Deir Yassin, l'Oradour palestinien.

Au bout, des Palestiniens chassés de leur terre, de leur maison, fuyant en emportant la clé et la proclamation unilatérale de l'État colonial sioniste. Là où se tiennent aujourd'hui les deux kibboutz attaqués par la Résistance palestinienne le 7 octobre 2023, rappelons le, existait en 1948 seize villes et villages palestiniens.

La Naqbah n'est pas un début, mais le signal de l'accélération de la colonisation de substitution, celui de la dépossession en grand des Palestiniens, celui de la construction de la nation palestinienne, celui de la tentative d'en effacer les traces, si difficile soit cette entreprise.

Rappelons les jalons historiques. Une partie peu nombreuse de la population autochtone palestinienne est de confession juive. Les émigrants venus d'Europe de l'Est ont commencé à se rendre en Palestine dans les années 1880. L'avènement du tsar autocrate Alexandre III, en 1881, signifie le retour et l'intensification des pogroms. Un certain nombre de juifs quittent l'Empire russe comprenant la majeure partie de la Pologne), pour émigrer le plus souvent aux États-Unis, parfois en Europe de l'Ouest, un peu en Palestine. Ces premiers émigrants européens ne sont pas forcément liés au sionisme. D'ailleurs, en s'installant en Palestine, ils se mêlent avec la population locale. Le premier gros contingent de militants sionistes émigre au début du XX^{ème} siècle (Ben Gourion arrive en 1906, venu de Pologne). Leurs dirigeants, après avoir fait allégeance au régime ottoman, changent de camp, notamment à partir de 1917 et de la Déclaration Balfour et soutiennent les Britanniques, s'engageant souvent dans la légion juive de leur armée. La création de la Palestine mandataire aura plusieurs conséquences. Les militants sionistes de gauche, très majoritaires parmi la population européenne émigrée, créent la Histadrout en 1920, le « syndicat », deviendra la machine politique du développement du sionisme. En 1921, ils mettent la main sur la Haganah, la milice armée créée l'année d'avant par Jabotinsky, le dirigeant sioniste ultra réactionnaire.

L'émigration européenne va s'amplifier, facilitée par l'achat des terres par des banquiers juifs, britanniques ou allemands le plus souvent. Les propriétaires, hobereaux ottomans ou arabes, ne résident pour la plupart pas en Palestine. Ils vendent leurs possessions, achetées à un bon prix par les européens. Les ouvriers agricoles palestiniens travaillaient la terre depuis des générations sont chassés et remplacés par des émigrants européens. Cela pose alors en grand la question de la propriété : à qui appartient la terre ? Le propriétaire légal selon les lois féodales ou bourgeoises ou ceux qui les travaillent ? Dans son poème, écrit en 1937, « *Andaluces de Jaen* », mis en musique par Paco Ibañez, le poète Miguel Hernandez pose la question en grand : « *Qui a produit les oliviers ? [...] Ils n'ont pas été produits par le néant, ni par l'argent, ni par le maître, mais par la terre silencieuse, le travail et la sueur* ». La terre appartient à ceux qui la travaillent, l'achat des terres par les banquiers européens afin d'y installer des colons européens n'a aucune valeur pour les militants révolutionnaires.

Se poursuivent l'émigration européenne et l'achat d'armes par la Haganah, l'implantation de colonies avec le soutien des autorités britanniques. Tout ceci entraînera la Grande Révolte arabe (1936 à 1939), avec grèves et révolte armée, ensuite vaincue par l'armée d'occupation britannique aidée de la Haganah. Dès 1937, une commission constituée par le gouvernement britannique, dirigée par Lord William Peel, prône le partage de la

Palestine entre un sud « arabe » et un nord « juif », incluant la déportation de 225 000 Palestiniens. La Grande Révolte arabe change la donne. Publiant leur troisième livre blanc pour la Palestine, en 1939, les autorités britanniques limitent désormais l'immigration européenne ne parlant plus de partage. En conséquence, les milices sionistes réactionnaires, Irgoun et Lehi, commettent des attentats contre les autorités mandataires et certains entreprennent des pourparlers avec les nazis. Ben Gourion organise les choses différemment. La déclaration de Biltmore (en 1942 aux USA), parle pour la première fois d'un État juif. Cela coïncide avec l'espèce de passage de relais entre la puissance impérialiste britannique et la puissance impérialiste US. Ces derniers désormais dictent l'agenda et la marche à suivre.

L'ONU, sans consulter les Palestiniens, emboîte le pas à la Commission Peel et valide le partage de la Palestine (avec, hélas, l'accord de l'URSS). La Haganah entre en scène, chasse les Palestiniens et les dirigeants sociaux-démocrates proclament l'État colonial sioniste. L'historien Ilan Pappé dans son œuvre, en particulier dans « Le nettoyage ethnique de la Palestine » explique en détail, avec force documentation, la réalité de ce qui s'est passé n'était en 1948, seulement le début du génocide.

Il est essentiel de revenir sur l'Histoire de la Palestine, et, en particulier, sur la Naqbah. Ce n'est pas seulement afin de prouver que rien n'a commencé le 7 octobre 2023. En vérité, tout le monde le sait, mais surtout afin d'éclairer sur le caractère colonial de l'entité sioniste, permettant de comprendre le colonialisme de substitution et aussi, le fait que l'État tampon sioniste est une création et un prolongement de l'impérialisme occidental, expliquant pourquoi il en a tant besoin, et pourquoi il le défend mordicus : la colonisation de la Palestine profite largement aux multinationales US et UE.

Ce que la Palestine nous apprend pour le réel actuel

Enfin, l'intérêt de ce retour historique et l'analyse de classe est de comprendre ceci, le monde occidental n'est pas dirigé par une entité mythique, que ce soit « le sionisme » ou Israël ou, pire, « les Juifs ». C'est le contraire : l'État colonial sioniste est, depuis le début, un instrument des impérialistes occidentaux. Netanyahu, quel que soit le poids des lobbies, ne commande à Trump, mais les multinationales US ; elles veulent préserver leur domination de l'État colonial sioniste et son existence. Les dirigeants des États impérialistes n'ont qu'un maître : leur propre Bourgeoisie capitaliste. Une grille de lecture matérialiste et marxiste, nous permet de voir cette réalité.

Concernant l'agression impérialiste contre l'Iran, cette histoire nous permet de mieux décrypter la fracture, aujourd'hui probablement irréductible, entre les partisans de Trump aux USA. Le « Make America Great Again » (MAGA), signifiait, concernant nombre d'entre eux, un repli sur les USA et une manière de développement économique relancé et autonome, et, de ce fait un désengagement de tous les conflits armés. Trump a, grosso modo, fait le contraire de ce qui était espéré. Comme ses anciens partisans n'ont pas de lecture de classe, ne veulent pas se dire qu'il a simplement appliqué la feuille de route du Grand Capital US l'ayant propulsé au pouvoir, il faut chercher une autre explication. Étant donné l'implication et le poids réel du lobby AIPAC, le côté « influence sioniste » s'est très vite imposé. Donc, pour des tas de commentateurs, et pas seulement aux USA, la vérité est : « Les USA ont déclenché l'agression impérialiste contre l'Iran pour les beaux yeux des sionistes ». Que les dirigeants iraniens utilisent cela pour leur propagande est de bonne guerre, surtout s'adressant au public US, qui, manifestement, croit de plus en plus à cette fable.

Mais, cela ne tient pas la route. **Les multinationales US, dirigeant l'impérialisme dominant, ont leur propre but et leur propre agenda. Dans leur feuille de route, les sionistes ont une part importante, mais mineure. Certains larbins sont plus importants que d'autres. Mais les multinationales les utilisent à leur gré. Et, même si ce n'est pas le cas encore, le jour où l'entité sioniste représentera un poids plus lourd par rapport aux dividendes qu'elle rapporte, nul doute qu'elles tenteront sans vergogne de négocier avec ses remplaçants.**

La répression en France atteint des sommets : le cas de Ramy Shaath

Ramy Shaath est un militant palestinien, ancien collaborateur de Yasser Arafat, ayant compris assez vite que le processus d'Oslo était une arnaque ; il a participé aux négociations sur la partie « retour des réfugiés » ceci n'a jamais avancé d'un pouce. Il a ensuite vécu en Égypte, pays de sa mère, où il a organisé et dirigé le comité BDS. Arrêté en Égypte en juillet 2019, pour son engagement, il a passé plus de deux ans et demi en détention provisoire, sans charge ni procès. Libéré en janvier 2022 après une campagne internationale et au prix de l'abandon forcé de sa nationalité égyptienne, expulsé vers la France, pays de son épouse, et aujourd'hui de leur enfant.

Macron, ne négligeant jamais les effets d'annonce, avait salué sa libération en 2022, Ramy avait obtenu facilement et rapidement alors son permis de séjour, les choses ont bien changé depuis. Cela a commencé par le non-renouvellement de son titre de séjour, sans explication, malgré de nombreuses relances. Puis, dès l'automne 2023, il a été accusé, dans le droit fil de la circulaire de Dupont-Moretti, d'apologie du terrorisme. L'accusation a

été classée sans suite. Mais les policiers en charge de l'affaire ont dit à Ramy : « Nous n'avons rien contre vous, mais la préfecture des Hauts-de-Seine si. Attendez-vous à ce qu'ils vous sanctionnent administrativement. ». Malgré 9 référés, Ramy n'a toujours pas de réponse concernant sa demande de renouvellement de titre de séjour. Après deux ans et demi de répression silencieuse, refusant de lui renouveler son titre de séjour. Le gouvernement français actuel engage à son encontre une procédure d'expulsion. Époux et père de ressortissantes françaises, toute sa famille est menacée par un nouvel exil, une nouvelle séparation ou un déracinement.

Jeudi 21 mai, la commission départementale des expulsions (un organisme consultatif) va se réunir. Elle doit simplement rendre un avis sur la décision d'expulsion. La préfecture pourra aussi décider d'une assignation à résidence, avec pointage obligé au commissariat deux fois par jour, interdiction de quitter la commune de Nanterre où il réside, etc. ou encore elle pourrait décider de ne rien faire, laissant Ramy dans le marasme administratif dans lequel il est. Un rassemblement est organisé ce jour-là à 14 h 00, devant le tribunal, afin de soutenir Ramy.

Le reproche fait à Ramy Shaath est clair, disant haut et fort que la pseudo solution à deux États est un leurre, totalement illusoire. Il n'est donc pas seulement quelqu'un plaignant les malheureuses victimes palestiniennes, mais qui prend position pour la libération complète de la Palestine. De surcroît le fait avec l'expérience qu'il a d'avoir été un négociateur du processus piégé d'Oslo en y ayant cru au début.

Le mouvement de solidarité avec Ramy Shaath prend de l'ampleur. Il est important d'éclaircir les choses, concernant la répression d'État. Au début, dans la foulée de la circulaire de Dupond-Moretti, elle a été tous azimuts. Petit à petit, avec l'évolution de la situation en Palestine, avec l'impossibilité de nier les souffrances des Palestiniens, et la condamnation quasi unanime par les peuples et les travailleurs du monde de l'État colonial sioniste, l'État bourgeois français a dû sérier les problèmes et définir ses priorités. Il est devenu licite de plaindre les victimes palestiniennes, toléré de critiquer le gouvernement sioniste et « Netanyahu d'extrême-droite », mais surtout pas de réclamer la libération nationale de la Palestine, ceci implique le démantèlement de l'entité coloniale sioniste. Là est aujourd'hui la limite. Elle passe aujourd'hui entre Jean-Paul Delescaut, accusé d'avoir dit que l'entité sioniste était responsable de tout en Palestine, condamné à de la prison avec sursis en première instance et relaxé par la Cour d'appel de Douai, et Alex, accusé d'avoir soutenu la Résistance armée palestinienne, condamné en première instance à de la prison ferme et une interdiction des droits civiques et en attente de son appel.

Ce sont bien désormais les tenants de la Palestine libre du fleuve à la mer, autant dire ceux remettant en cause l'existence de l'État colonial sioniste, qui n'accordent aucune crédibilité aux résolutions de l'Onu et au pseudo « droit international » sont visés par les procédures de la justice, force spéciale de répression, et désormais eux seuls. Si la répression se mène dans l'ensemble du bloc impérialiste occidental, la France impérialiste occupe une place de choix dans le traitement ignoble des soutiens à la Résistance anticoloniale.

En conclusion

Ne perdons pas de vue l'objectif : la libération nationale de la Palestine. Les autorités françaises, quant à elles l'ont bien en tête. C'est pourquoi Ramy Shaath et tant d'autres militants de la Palestine libre sont harcelés, dénigrés, poursuivis. La justice fait déjà amplement le travail répressif.

Cet acharnement de nos gouvernants à utiliser tous les moyens, y compris en légiférant, contre le soutien à la libération nationale de la Palestine, démontre que, s'il est plus faible qu'ailleurs, le mouvement de solidarité avec la libération nationale de la Palestine est bien présent et gêne considérablement l'ordre établi. La cause palestinienne affronte partout, mais spécialement en France le silence, la désinformation, la censure, la répression et la volonté de formater. Mais il en est de l'information comme de la vérité sur l'entité sioniste, malgré les menaces, la censure, les pressions, le monde sait. Le combat des dirigeants sionistes, de nos propres dirigeants impérialistes et des *media* serviles afin d'empêcher qu'on connaisse à la fois la situation coloniale, le vrai visage de l'État colonial sioniste et son délabrement actuel est totalement vain. Continuer inlassablement de défendre la libération nationale est le seul moyen d'avancer sur la compréhension de la question coloniale et de lutter contre tous les obstacles. Partout, contre la falsification au service de l'impérialisme occidental, la criminalisation de l'anticolonialisme, en faveur de la défense de la vérité et de la libération nationale de la Palestine, pour un discours clair sur le colonialisme, on trouvera les militants du Parti Révolutionnaire Communistes. Les barricades n'ont que deux côtés, comme disait Elsa Triolet. C'est la libération nationale de la Palestine ou la soumission d'une manière ou d'une autre à l'ordre colonial.

Concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, affrontant directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital en faveur des prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

L'État colonial sioniste tombera, c'est le sens de l'histoire ; et la Palestine sera libre de la mer au Jourdain !

[© Copyright](#)